

NOTRE MÉTHODOLOGIE

MAI 2024

Pour mettre à jour sa matrice de matérialité, la coopérative s’est appuyée sur :

La norme ISO 26030 rédigée par l’Afnor : Responsabilité sociétale et développement durable - Lignes directrices pour l’utilisation de l’ISO 26000:2010 dans la chaîne alimentaire.
Le complément méthodologique associé : la norme NF X 30-029 Responsabilité sociétale - Analyse de matérialité - Priorisation des domaines d’action et des parties prenantes selon les lignes directrices de la norme ISO 26000.

La méthode s’articule de la façon suivante :

1. Identification des parties prenantes et attentes
2. Identification des domaines d’action pertinents
3. Importance et priorité des domaines d’action
4. Plan d’action Responsabilité Sociétale

1. IDENTIFICATION DES PARTIES PRENANTES

1.a. Identification des parties prenantes

Nous avons listé toutes les parties prenantes avec lesquelles nous sommes en interaction en nous appuyant sur la liste « Catégorie de parties prenantes et exemples de structures » de la norme NF X 30-029.

1.b. Cotation des parties prenantes

L’équipe RSE a qualifié les parties prenantes en fonction de 2 critères : le niveau d’importance de la partie prenante et le niveau de relation avec celle-ci. Il s’agit de noter chaque critère sur une échelle de 1 à 5 selon les référentiels ci-dessous. Les parties prenantes ont également évalué la coopérative Valfrance sur ces mêmes critères.

Tableau 5 - Qualification du niveau d’importance de la partie prenante (ou des intérêts qu’elle représente)

Importance des impacts* de l’organisation sur la partie prenante ou de l’influence de celle-ci sur l’organisation	Niveau d’importance de la partie prenante
L’organisation n’a pas d’impact sur la partie prenante, ou celle-ci n’a pas d’influence sur elle.	1
L’organisation a des impacts négligeables sur la partie prenante, ou celle-ci ne pourrait influencer que marginalement ses activités.	2
L’organisation a des impacts significatifs sur la partie prenante, ou celle-ci pourrait influencer significativement la réussite de certaines activités, à la réalisation desquelles elle est utile.	3
L’organisation a des impacts importants sur la partie prenante, ou celle-ci pourrait influencer fortement la réussite des activités, pour lesquelles elle est indispensable.	4
L’organisation a des impacts sur les intérêts vitaux de la partie prenante, ou celle-ci pourrait influencer de manière vitale son existence même.	5

Tableau 6 - Qualification du niveau de relation avec la partie prenante

Relation de l’organisation avec la partie prenante : Connaissance des impacts ^a et des intérêts ^b	Niveau de relation avec la partie prenante
L’organisation n’a pas de relation avec la partie prenante, et elle n’a aucune connaissance de ses impacts sur elle ni des intérêts de celle-ci.	1
L’organisation a peu de relation avec la première partie, et elle n’a qu’une connaissance partielle de ses impacts sur elle et des intérêts de celle-ci.	2
L’organisation a une relation régulière avec la partie prenante, et elle a identifié ses principaux impacts sur elle et les principaux intérêts de celle-ci (ou des organisations représentatives).	3
L’organisation a une bonne relation avec la partie prenante, et elle a une connaissance documentée (notes, études, enquêtes…) de ses impacts sur elle et des intérêts de celle-ci (ou des organisations représentatives).	4
L’organisation a une excellente relation avec la partie prenante, et elle procède à une évaluation continue de ses impacts sur elle et des intérêts de celle-ci. Le dialogue est continu avec la partie prenante (ou les organisations représentatives).	5

1.c. Cartographie des parties prenantes : priorité de dialogue avec les parties prenantes

Avec les résultats de la cotation, nous avons établi une cartographie des parties prenantes. Cette cartographie nous permet de sélectionner les parties prenantes qui connaissent le mieux Valfrance, et qui seront le plus à même de répondre à l’enquête d’identification des domaines d’actions pertinents.

2. IDENTIFICATION DES DOMAINES D’ACTIONS PERTINENTS

Chaque partie prenante sélectionnée a évalué le niveau d’importance et la performance de la coopérative pour chaque domaine d’action. Une note de maîtrise a également été demandée pour compléter cette enquête. Les référentiels de notation suivants ont été utilisés :

NOTRE MÉTHODOLOGIE

Tableau 2 - Qualification du niveau d’importance de chaque domaine d’action

	Du point de vue de l’organisation	Du point de vue de la société, de l’environnement et des parties prenantes
1	Le domaine d’action est peu conséquent pour l’organisation.	L’organisation impacte peu et sans conséquence sur la société,, l’environnement, les parties prenantes, en regard du domaine d’action.
	Ce domaine d’action peut ne pas être pris en compte	
2	La non prise en compte du domaine d’action peut impacter de façon limitée dans le temps et dans l’espace certaines activités de l’organisation.	L’organisation impacte à un degré limité la société, l’environnement les parties prenantes en regard du domaine d’action.
	Ce domaine d’action est à considérer, mais non prioritaire	
3	La non maîtrise du domaine d’action peut impacter certaines activités de l’organsation. Sa maîtrise est indispensable à la réalisation de ses missions.	L’organisation impacte la société, l’environnement, les parties prenantes dans le champ du domaine d’action. La non maîtrise du domaine d’action porte préjudice aux parties prenantes.
	La prise en compte du domaine d’action est utile.	
4	La non maîtrise du domaine d’action peut impacter l’ensemble des activités ou des missions de l’organisation. Sa maîtrise est indispensable au regard de ses activités et des ses missions.	L’organisation impacte de façon importante la société, l’environnement, les parties prenantes dans le champ du domaine d’action. La non maîtrise du domaine d’action porte préjudice aux partie prenantes.
	La prise en compte du domaine d’action est nécessaire.	
5	La non maîtrise du domaine d’action peut remettre en cause l’organisation dans son existence.	L’organisation impacte de façon très importante la société, l’environnement, les parties prenantes dans le champ du domaine d’action. La non maîtrise du domaine d’action porte un préjudice vital aux parties prenantes.
	La maîtrise du domaine d’action est indispensable.	

Tableau 3 - Qualification du niveau de performance sur chaque domaine d’action

Performance actuelle et actions menées	Niveau de performance
Non-conformités ou faiblesses par rapport aux bonnes pratiques constatées : l’organisation ne connaît pas toutes les contraintes réglementaires, ni l’état de l’art.	1
Non conformités mineures ou écarts par rapport aux bonnes pratiques constatés : l’organisation connaît les contraintes réglementaires et l’état de l’art.	2
Respect de la réglementation et état de l’art : l’organisation a identifié les actions de progrès qui pourraient être menées.	3
Au-delà de la conformité (*) réglementaire : l’organisation dans le cadre de son « intelligence économique », pratique une veille des innovations de son secteur.	4
Excellence : L’organisation est exemplaire au sein de son secteur.	5

maîtrise

Niveau	Signification
5	Aucun élément de maîtrise n’existe.
4	L’analyse de risque / opportunité a été menée sur l’enjeu.
3	L’analyse de risque / opportunité a été traduite par un plan d’actions. Le personnel concerné est affecté à l’enjeu, et les éventuels besoins de formation et de compétence sont clairement identifiés.
2	Le personnel concerné par le plan d’actions est bien formé, les actions sont mise en oeuvre, les indicateurs sont en place et suivis.
1	Le personnel concerné est aguerri sur l’enjeu. Les méthodes de retour d’expérience sont mises en oeuvre de manière satisfaisante. Le personnel sait transmettre son expérience et son savoir-faire.

2.b. Matrice de matérialité : hiérarchisation des domaines d’action

Avec les résultats de la cotation, nous avons établi une matrice de matérialité pour chaque question centrale afin de faciliter leur lecture. Les domaines d’action pertinents retenus sont les suivants :

- La gouvernance :

- Intégrer la RSE dans la politique de l’entreprise
- Suivre les impacts des activités

- Droits Humains :

- Devoir de vigilance
- Situations présentant des risques pour les droits de l’Homme

- Relations de conditions de travail :

- Santé et sécurité au travail
- Développement du capital humain

- Environnement :

- Utilisation durable des ressources
- Atténuer les changements climatiques et s’y adapter
- La protection de l’environnement, de la biodiversité, et la réhabilitation des habitats naturels

Ces domaines d’action pertinents ont été reventilés dans nos 4 piliers AGRI.

- Loyauté des pratiques :

- Respect des droits de propriété
- La promotion de la RSE dans la chaîne de valeur

- Questions relatives au consommateur :

- Consommation durable
- Education et sensibilisation
- Accès aux services essentiels

- Ancrage Territorial :

- Implication auprès des communautés
- Investissement dans la société
- Education et culture

